



### Première réunion des ministres de l'agriculture du G8

Réunis à Cison di Valmarin, au Nord-Est de l'Italie, du samedi 18 avril au lundi 20 avril, les ministres de l'agriculture du G8<sup>1</sup> ont tenté de proposer une réponse aux problèmes alimentaires internationaux. Ce premier G8 Agriculture a été organisé en réponse à l'appel des chefs d'Etat et de gouvernement de ce groupe lancé au Japon en juillet 2008, demandant à leurs ministres de l'agriculture de se réunir pour proposer des réponses concrètes face à l'insécurité alimentaire et à l'amplification de la volatilité des prix agricoles. L'objectif final de cette réunion a été en effet de produire un document devant être soumis aux responsables du G8 lors de leur prochaine rencontre qui se déroulera en Sardaigne, courant juillet 2009. Ont également participé à la rencontre, les ministres d'Afrique du Sud, d'Argentine, d'Australie, du Brésil, de la Chine, d'Egypte, de l'Inde et du Mexique.

La réunion s'est focalisée sur l'évaluation de l'impact du développement des agro-carburants dans les déséquilibres alimentaires mondiaux et sur les questions liées à l'augmentation de la production alimentaire et à la spéculation sur les marchés agricoles. Le 19 avril, les ministres du G8 ont rencontré les représentants d'organisations internationales telles que la FAO, la Banque Mondiale ou l'Union Africaine. Préalablement, le président du Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA), Kanayo Nwanze, a déclaré qu' « *il est obligatoire de doubler la production agricole car, en 2050, la population mondiale aura énormément crû* ». « *Nous attendons, des pays du G8 et des pays en développement qui sont présents ici, un plan d'action concret, et non une nouvelle déclaration* », a-t-il ajouté.

A l'issue du sommet, lundi 20 avril, peu de solutions concrètes ont finalement été avancées. Dans leur déclaration finale, les ministres de l'agriculture du G8 constatent que « *la déclaration de 2000 [des Nations-Unies, ndlr] avait pour but de réduire de moitié la population confrontée à la pauvreté et à la malnutrition d'ici 2015 : le monde est très loin d'atteindre cet objectif* ». Face à cette situation, ils ont affirmé l'importance d'augmenter les investissements « *publics et privés dans l'agriculture durable* » et de faire des agriculteurs les principaux protagonistes du secteur agricole. Ils ont également demandé aux organisations internationales d' « *examiner si un système de stock pouvait être efficace pour traiter les urgences humanitaires* » ou être un « *moyen de limiter la volatilité des prix* ». Cette piste avait été écartée par les Etats-Unis avant la conférence, le secrétaire américain à l'agriculture, Tom Vilsack, déclarant à ce sujet que « *l'idée semble formidable mais elle est en pratique très difficile* ». Elle semble finalement avoir fait l'objet de concessions. Enfin, la déclaration appelle à un rejet du protectionnisme, à une conclusion du cycle des négociations commerciales de Doha et au développement de marchés agricoles intégrés à l'échelle locale, régionale et internationale.

### Le Brésil apporte une aide aux pays du C4

Le Brésil a octroyé, samedi 11 avril à Ouagadougou, une aide de 4,7 millions de dollars au Burkina-Faso, au Bénin, au Mali et au Tchad pour le développement de leur secteur cotonnier. Ces quatre pays africains forment le Cotton 4 (C4) qui porte l'initiative coton auprès de l'OMC contre les subventions aux producteurs de la filière dans les pays industrialisés. Débutée en 2003 à l'occasion de la réunion ministérielle de l'OMC à Cancun, cette initiative a fait suite à un panel déposé devant l'OMC par le Brésil à l'encontre des subventions cotonnières américaines. Ce projet financé par le Brésil et nommé « *appui au secteur coton des pays du C4* » doit contribuer à la lutte contre les ravageurs et la réhabilitation des sols appauvris dans les quatre pays africains. Il doit également servir à « *l'échange de matériel végétal pour élargir le fonds génétique dans le cadre de l'amélioration végétale* » au Burkina-Faso, seul pays du C4 engagé dans la culture de coton génétiquement modifié. « *Cette aide va redynamiser la recherche sur le coton dans nos quatre pays et permettre une collaboration plus fructueuse avec les instituts de recherche du Brésil* » a indiqué Alain Bedouma Yoda, chef de la diplomatie burkinabé.

### Lancement du Fonds d'investissement pour l'agriculture en Afrique

Le secrétariat français à la coopération et la Banque africaine de développement (BAD) ont annoncé, mercredi 15 avril, la création d'un Fonds d'investissement pour l'agriculture en Afrique (FIAA). Doté de 200 millions d'euros, le FIAA financera des coopératives et des entreprises privées ayant des stratégies d'accroissement et de diversification de la production agricole. Il aura pour objectif de sécuriser la fourniture alimentaire, en renforçant le professionnalisme et l'organisation de la production agricole, et de moderniser les filières. Financé par l'Agence Française de Développement (AFD), la BAD, le Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA) et la fondation AGRA (Alliance pour une révolution verte en Afrique), ce fonds devrait permettre, à terme, de rassembler 500 millions d'euros et chaque organisation devrait, dans un premier temps, apporter au moins 20 millions d'euros d'ici la fin de l'année. Dans son discours, Alain Joyandet, secrétaire d'Etat français à la coopération, a considéré qu' « *à l'heure où des achats de terre massifs nous inquiètent, il est important de dire, en un mot, que le Fonds ne sera pas l'ennemi de l'agriculture familiale* ».

<sup>1</sup> Les pays du G8 : Etats-Unis, Canada, France, Grande-Bretagne, Italie, Allemagne, Japon et Russie.